

Sommaire

Introduction — 7

I. La restauration de la classe dirigeante — 17

II. Sciences Po et l'État :
les grands arrangements — 37

III. La vraie fausse nationalisation — 57

IV. Le Mai 68 de Sciences Po — 75

V. La recherche d'une nouvelle légitimité — 97

VI. La sécession des élites — 117

Notes — 145

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

Ils étaient pragmatiques. Ils ne voulaient pas changer la société, seulement qu'il ne leur soit pas mis des bâtons dans les roues pour s'y faire une bonne place¹⁶⁰.
Annie Ernaux

Une étrange absence

Sciences Po aurait pu être un lieu emblématique de Mai 68. L'école de la rue Saint-Guillaume se situe tout près du Quartier latin, à vingt minutes à pied de la Sorbonne – même si les ministères du VII^e arrondissement en sont plus proches encore. Cette année-là, elle comptait cinq mille étudiants¹⁶¹ – une armée de réserve non négligeable pour tenir les barricades. Mais pour plusieurs raisons, l'institution est passée relativement inaperçue dans l'historiographie de la révolte étudiante. Malgré son incorporation à l'université de Paris en 1945, l'Institut d'études politiques (IEP) demeure un établissement séparé, considéré de fait comme une grande école. Or les grandes écoles n'ont globalement pas les faveurs des historiens qui ont travaillé sur cette période. Paul Pasquali envisage plusieurs explications à ce phénomène, allant de la préférence des témoins et chercheurs « pour les formes de contes-

Sciences Po, l'école de la domination

tation les plus radicales » à un « ethnocentrisme de classe inversé, consistant à relativiser par avance la portée ou l'intérêt des révoltes contre l'ordre établi quand elles ne sont pas le fait des groupes dominés¹⁶² ». Ce biais cognitif se double d'un état de fait. L'institution Sciences Po elle-même est une école de la continuité, réfractaire au désordre social, et donc peu encline par fonction à devenir un bastion de la rébellion. Ses élèves, qui baignent dans une culture du compromis et bénéficient de conditions d'études privilégiées par rapport aux universités, ont aussi la réputation de se situer du côté modéré de l'échiquier politique – ce qui n'empêche pas l'existence en leur sein d'une minorité agissante radicale.

Dans leur récit de « l'explosion de mai¹⁶³ », les journalistes René Backmann et Lucien Rioux rappellent ainsi qu'en 1968, parmi les sections de l'Unef où « la majo » (centriste, opposée à la grève) domine, Sciences Po figure en bonne place, à côté des facultés de droit, de médecine et de pharmacie. L'école de la rue Saint-Guillaume fait donc figure de contre-exemple à la Sorbonne lettres, à l'École normale supérieure (ENS) et aux Beaux-Arts, qui soutiennent l'extrême gauche. Ainsi, le 6 mai, l'Amicale des élèves de Sciences Po, qui appartenait à la tendance « majo » de l'Unef, publiait avec quelques autres associations un tract intitulé : « Refusons ensemble la grève avec les majo¹⁶⁴ ». De plus, Sciences Po n'avait rien à envier à la faculté d'Assas en matière de militants d'extrême droite violents. Un des responsables de l'amicale de Sciences Po de l'époque – définie comme « un organisme pouvant légitimement être considéré comme représentatif des élèves¹⁶⁵ » –, Jean-Jacques Guillet, était membre du mouvement nationaliste Occident. « Il y avait un noyau de militants à Occident à Sciences Po. Beaucoup, parmi eux, étaient aussi étudiants à

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

Assas, où ils avaient des connexions sur place avec le cœur de l'organisation¹⁶⁶ », témoigne Danièle Hervieu-Léger, diplômée de Sciences Po en 1967, qui préparait le concours de l'ENA au moment des événements. Engagée au Parti socialiste unifié (PSU), elle a joué un rôle important dans l'organisation de la mobilisation à Sciences Po, par le biais du centre Saint-Guillaume – l'aumônerie des étudiants catholiques de gauche¹⁶⁷. Parmi les rares mentions de Sciences Po – non pas en tant qu'institution mais de manière annexe, en tant que lieu d'appartenance – dans l'historiographie de Mai 68 figure ainsi l'attaque du bureau national de l'Unef par une cinquantaine de militants d'Occident, dont Jean-Jacques Guillet, le 13 avril 1968 au 16 rue de la Sorbonne. Cette attaque a donné lieu à « une courte mais violente bagarre », au cours de laquelle « un étudiant a été sérieusement blessé¹⁶⁸ ».

Contrairement à la Sorbonne ou à Nanterre, mais aussi à certaines grandes écoles, comme l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, qui a servi de base de repli pour les insurgés lors de la « nuit des barricades » le 10 mai, Sciences Po n'est donc pas identifiée comme un des lieux de la contestation. L'institution paraît même hermétique à la classe intellectuelle engagée de l'époque. « Ce qui a souvent troublé les hommes de pouvoir (en mai 1968 par exemple), c'est que la plupart des normaliens sont dotés d'un "esprit critique" particulièrement développé, qui a généralement placé l'école dans une opposition radicale à tous les gouvernements qui n'étaient pas de gauche¹⁶⁹ », constate ainsi Ezra N. Suleiman. L'identité politique de Sciences Po se situe aux antipodes. En tant qu'école ayant pour mission de former les futurs administrateurs de l'État, elle cultive un éthos de l'ordre et de la stabilité sociale, qui se ressent non seulement dans l'attitude timorée des

Sciences Po, l'école de la domination

élèves, mais aussi dans le positionnement politique des enseignants. Aucun « intellectuel engagé » de premier plan n'y enseigne (et pour cause, la plupart viennent du monde professionnel, conseillers d'État, membres de la Cour des comptes ou d'entreprises privées). C'est plutôt l'inverse. À l'époque, le cours d'économie est assuré par Raymond Barre, et le professeur de science politique Alfred Grosser qualifie de « démagogues » ceux qui osent soutenir les étudiants. « Beaucoup de professeurs à Sciences Po venaient de la haute fonction publique, et ils ont quitté les lieux dès le début du mouvement, rapporte ainsi Danièle Hervieu-Léger. Une partie des professeurs qui assuraient les grands cours en année préparatoire en a fait autant : soit parce qu'ils étaient occupés ailleurs – comme René Rémond [le plus à droite de l'assemblée des professeurs, qui deviendra président de la FNSP], qui était à Nanterre en même temps –, soit parce que le soulèvement étudiant les scandalisait. Il y avait aussi quelques enseignants qui auraient voulu se placer en médiateurs au-dessus de la mêlée, et essayaient de nous expliquer, avec une certaine dose de paternalisme, la bonne façon de mener une revendication. J'ai le souvenir qu'Alfred Grosser s'est illustré dans ce genre. Mais tout a été rapidement balayé. Le corps enseignant a pris ses distances, le voulant ou pas. Du côté de l'administration, c'est Jean Touchard, le secrétaire général de la FNSP, qui interagissait avec les étudiants¹⁷⁰. » Pourtant, en tant qu'institut dispensant un enseignement en science politique, une discipline à l'entrecroisement de différentes sciences sociales, Sciences Po attire en partie un public disposé à la critique sociale. Mais là encore, dans le champ des études sociologiques, sorte de « passage obligé » du révolutionnaire en devenir¹⁷¹, l'école occupe une place à part. Alors qu'en 1968 la sociologie est

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

encore en cours de structuration (« Au moment où les premiers signes de la protestation apparaissent, en mars 1968, la licence de sociologie existe seulement depuis dix ans¹⁷² »), le courant qui est enseigné à l'école de la rue Saint-Guillaume « est souvent marqué à droite ». La figure de Julien Freund y occupe une place importante, et l'empreinte des tenants de la « psychologie des foules » au XIX^e siècle (Gustave Le Bon, Hippolyte Taine et Gabriel Tarde) y est encore prégnante.

L'IEP n'entre donc pas en résonance avec les attentes des étudiants dont la conscience politique s'est forgée dans le combat contre la guerre d'Algérie notamment, et qui ont les yeux tournés vers la guerre du Vietnam ou l'expérience de la révolution cubaine. Ceux-là pouvaient davantage compter sur la sociologie enseignée à Nanterre par Henri Lefebvre, Alain Touraine et Jean Baudrillard, ou sur le sociologue Georges Lapassade, fondateur du Comité révolutionnaire d'action culturelle (CRAC). Pour toutes ces raisons, Sciences Po est quasiment absente de l'historiographie de Mai 68. La Sorbonne, épice de la contestation, prend toute la lumière, comme en témoigne le journal des barricades de Pierre Peuchmaurd : « [...] Cette Sorbonne, ce vieux tas de pierres, c'est vrai tout à coup que nous la voulons. Étudiants ou pas, elle est à nous. Non pour les cours imbéciles que nous y avons suivis, mais parce que, de notre côté de l'amphi, nous y avons appris la liberté¹⁷³. » Françoise Bonnot-Jörgens, 24 ans en mai 1968 et étudiante en lettres modernes à Paris Censier, abonde : « Je crois que ce qui nous attirait tous comme un aimant, c'était la Sorbonne, fermée et bouclée par les flics, symbole et premier but de notre combat¹⁷⁴. » Ainsi, même quand un militant des comités Vietnam lycéens et des comités d'action lycéens, Bernard Massip, réussit l'examen

Sciences Po, l'école de la domination

d'entrée à Sciences Po juste après les événements, il le regrette : « Ce monde et ce milieu ne me disent rien, je préférerais me contenter d'études d'histoire en Sorbonne qui me laisseraient beaucoup de temps libre à consacrer au militantisme, à l'organisation, à la révolution¹⁷⁵. »

Un déclencheur : la « nuit des barricades »

Il y a pourtant bien eu un « Mai des grandes écoles¹⁷⁶ », et le sanctuaire d'Émile Boutmy n'y a pas échappé. Richard Descoings raconte cet accès de fièvre inattendu dans son livre sur Sciences Po. Les faits d'armes des étudiants y sont relatés avec une sorte de condescendance mêlée de commisération. Comme si, dans l'enceinte de ces illustres murs, la révolte n'avait été qu'un apprentissage déguisé pour ces élèves, une répétition générale avant l'entrée dans le champ du pouvoir « d'où ils sont pour la plupart issus¹⁷⁷ ». Après avoir rappelé qu'à l'époque, les statuts de l'école conféraient un pouvoir discrétionnaire au directeur, il écrit ainsi : « Or, que veulent les élèves de Sciences Po en s'impliquant dans le mouvement de mai ? Du pouvoir (on ne s'en étonnera pas venant de jeunes gens qui ont choisi de poursuivre des études Rue Saint-Guillaume)¹⁷⁸. » Manière de faire de cette mobilisation un épisode plus symbolique que politique. Pourtant, Mai 68 ébranle l'institution qui, même si elle en est ressortie renforcée, a été mise en cause dans son existence même. D'abord, les événements ne laissent pas indifférents les élèves de la rue Saint-Guillaume. Danièle Hervieu-Léger se souvient distinctement de l'irruption de la révolte dans sa vie à Sciences Po : « Le 1^{er} mai, je me souviens que je participais à un groupe de travail de finances publiques pour préparer l'oral très formaté du

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

concours de l'ENA qui était prévu en septembre. Le 3 mai, j'étais dans la rue et j'étais passée à autre chose, comme tous les membres de ce groupe de travail¹⁷⁹. » Il a cependant fallu la « nuit des barricades », le 10 mai, pour que Sciences Po entre collectivement en grève. La violence des affrontements a marqué toute une génération : « Cette nuit-là nous ne nous la *rappelons pas*, nous la sentons encore vibrer¹⁸⁰. » Les rues Saint-Jacques, d'Ulm, Gay-Lussac, Royer-Collard ou encore la place Edmond-Rostand se couvrent de barricades. La révolution est à l'ordre du jour. Ce contexte insufflé une radicalité inédite à Sciences Po, où l'Unef était bien implantée, et où des étudiants gauchistes ou membres du PSU avaient des prédispositions à l'action collective. Le 10 mai au matin, un samedi, 200 élèves de la rue Saint-Guillaume sont attendus pour plancher sur leur examen terminal. Mais dans le Quartier latin encore fumant, après être passés devant les voitures retournées et avoir foulé de leurs pieds la plage sous les pavés arrachés, ces jeunes gens décident de boycotter l'épreuve. Le diplôme est à la clé, ce qui n'est pas rien pour ces individus disciplinés, au recrutement social privilégié. Mais peu d'entre eux consentent à se réfugier dans l'indifférence de la dissertation. Ils protestent et, compte tenu des événements, obtiennent le report de l'épreuve. « Devant l'opposition résolue d'un certain nombre d'étudiants qui refusent de composer en raison des circonstances générales et le très petit nombre d'élèves qui se décident à entrer dans les amphithéâtres, il est décidé d'ajourner les épreuves », raconte le directeur de l'école, Jacques Chapsal. Commentaire, toujours ironique, de Richard Descoings : « Renoncer aux examens, voilà qui était véritablement révolutionnaire Rue Saint-Guillaume¹⁸¹. »

Sciences Po, l'école de la domination

Non contents de cet ajournement, les élèves partent en cortège pour soutenir leurs camarades étudiants emprisonnés. Ils ne font cependant pas tout de suite la jonction avec eux : ils prennent d'abord la direction du ministère de l'Éducation nationale, rue de Grenelle, situé tout prêt. Trois émissaires de l'école exigent d'être « reçus par le ministre¹⁸² ». Le directeur des Enseignements supérieurs, M. Point, se charge de la besogne, et leur garantit des mesures d'apaisement. Les codes du vieux monde n'ont pas encore abandonné ces jeunes personnes. Cette anecdote témoigne de la nature ambivalente du Mai de Sciences Po. Aux prémices du mouvement, ses élèves ne sont majoritairement pas dans une logique de scission, mais bien de négociation. Comme dans un réflexe atavique, ils semblent se souvenir que nombre d'anciens élèves de l'école occupent des postes dans les cabinets et les ministères, et peuvent prêter une oreille attentive à leurs demandes, tant qu'elles sont exprimées dans le respect de l'étiquette. Être à l'école du pouvoir offre des privilèges qu'ils ne souhaitent pas encore remettre en cause. Ils s'exposent donc sciemment à être canalisés. L'agitation culturelle fait cependant des émules, même dans la vénérable « Maison ». Les « *gentlemen* républicains¹⁸³ » se mettent soudainement au diapason de la révolte. Des drapeaux rouge et noir flottent sur le fronton, l'amphithéâtre Boutmy est renommé « Amphi Che Guevara » (comme l'amphi Richelieu de la Sorbonne avait été renommé « Serment du Jeu de paume »), et l'IEP tout entier est rebaptisé « Institut Lénine ». Sous l'effet de la déflagration du mouvement, de nombreux étudiants non parisiens et peu enclins à la révolte rentrent chez eux, laissant le champ libre aux plus politisés, comme Danièle Hervieu-Léger : « Parmi les étudiants de Sciences Po, ça n'allait pas de soi de s'engager. J'étais active pour ma part dans

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

des groupes – au PSU en l’occurrence – qui se sont immédiatement impliqués dans le mouvement. Une bonne partie des étudiants provinciaux sont repartis dans leur famille. La différence était nette avec des universités parisiennes, où la mobilisation était beaucoup plus unanime¹⁸⁴. » C’est le début d’une occupation qui va durer un mois et demi avec en filigrane une revendication de réforme, voire de suppression de l’école, au nom de l’égalité avec les universités.

Les « événements » de la rue Saint-Guillaume

À partir du 14 mai 1968, les locaux d’enseignement du 27 rue Saint-Guillaume sont occupés nuit et jour par les étudiants. Le Centre Saint-Guillaume y prend sa part. Dans un communiqué qui fait l’objet d’une longue discussion interne, il déclare :

Nous sommes persuadés que ce mouvement a des racines plus profondes que l’inadaptation des structures de l’Université, des méthodes et du contenu de son enseignement. Il manifeste à n’en pas douter, le refus d’un ordre social, politique et culturel en voie de dépérissement, et plus encore le désarroi de nombreux étudiants en quête d’un sens qui orienterait leur existence. Les événements actuels n’auront été qu’un feu de paille sans lendemain si tous ne se mettent pas au travail pour discerner et inventer les formes encore inédites de la société de demain. Il serait incompréhensible que ceux qui songent à y prendre des responsabilités se tiennent écartés de ces tâches¹⁸⁵.

Toutes les règles ne volent cependant pas en éclats : si les amphis, le hall et les salles de conférences sont occupés, les bibliothèques, les locaux administratifs

Sciences Po, l'école de la domination

et le standard téléphonique restent aux mains de la direction, selon un accord tacite. « À la différence de beaucoup d'endroits, l'occupation a été gérée de façon plutôt rationnelle, témoigne Danièle Hervieu-Léger. Il n'y a pas eu de débordements ni de dégradations. Un certain nombre d'enseignants ont voulu à tout prix continuer à faire leurs conférences. Ils se sont fait signifier assez courtoisement que c'était terminé. Les salles de cours étaient occupées par une multitude de commissions. Les choses se sont passées de façon plutôt civile¹⁸⁶. » Cette occupation survient le lendemain de la grève générale du 13 mai, pour protester contre la répression policière. Lors de la manifestation monstre d'un million de personnes, le futur secrétaire général de l'Association française de sciences politiques, Jean-Luc Parodi (1937-2022), diplômé de l'IEP en 1960, tient la pancarte de Sciences Po¹⁸⁷. Après cette journée, « un certain nombre d'élèves de l'Institut, des étudiants appartenant à d'autres établissements, et des éléments n'appartenant pas au monde étudiant » investissent donc le lieu¹⁸⁸.

Une banderole est tendue au-dessus de la rue Saint-Guillaume : « Sc-Po dit non à la dictature gaulliste¹⁸⁹ ». Désormais, la « Maison » ne se tient vraiment plus à l'écart. Meetings – de Michel Rocard notamment, diplômé de l'école en 1952 –, occupations, altercations parfois violentes avec certains membres de la direction – Jean Touchard et René Henry-Gréard (ce dernier a été « atteint dans ses fibres les plus profondes en voyant la lutte et la violence se substituer à la confiance, à l'esprit de compréhension et de service dans lequel il a toujours vécu », selon Jacques Chapsal) – et même intervention de la police : rien n'est épargné à Sciences Po. Les graffitis situationnistes ne sont pas aussi fréquents qu'à la Sorbonne, mais la « Péniche »

IV. Le Mai 68 de Sciences Po

– le hall central du « 27 », en forme de bateau – voit germer quelques pancartes (elles abîment moins les murs) qui témoignent de l'air du temps : « Le bonheur est une idée neuve à Sciences Po¹⁹⁰ », « la politique à tous », « contestation permanente ». Le CRAC, animé par le sociologue Georges Lapassade, de tendance situationniste, ouvre son comité dans la vénérable école¹⁹¹. Celle-ci devient également le lieu d'une prise de parole catholique solidaire de la contestation. Les dominicains Henri Burin des Roziers et Jean Raguénès y ouvrent un centre qui « devient très actif¹⁹² ». Alain Krivine, le leader de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), les appelle ironiquement les « talas » (ceux qui vont à la messe)¹⁹³.

Le Centre Saint-Guillaume, centre des étudiants catholiques de Sciences Po, a manifesté clairement en soutien au mouvement, se rappelle Danièle Hervieu-Léger, qui faisait partie de la tendance la plus mobilisée. Cependant, une minorité de ses membres s'y opposaient pour des raisons religieuses, en raison de la violence sur les barricades. Au plus, ils acceptaient de participer dans le service d'ordre, pour éviter les débordements ou pour le soin à apporter aux blessés. À l'échelle parisienne, c'était d'ailleurs là une ligne de clivage entre les différents centres d'étudiants catholiques. Du côté des centres animés par des aumôniers jésuites et dominicains (Saint-Guillaume, Saint-Yves, Laennec) et à l'ENS, l'engagement des étudiants catholiques, en tant que tels, était explicite. Ce n'était pas le cas du côté du centre Richelieu, à la Sorbonne, où certains privilégiaient les réunions de prière plutôt que la participation aux manifs¹⁹⁴.